

Questions orales

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LES RAISONS POUR LESQUELLES LE GOUVERNEMENT CONSACRERAIT DES FONDS À L'AÉROPORT DE MANICOUAGAN

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, il ne s'agit pas de discrimination à l'endroit de la population de Manicouagan, il s'agit de répondre aux aspirations présidentielles et abusives du premier ministre qui veut se promener toujours en Cadillac ou dans les meilleurs . . .

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. Veuillez poser votre question supplémentaire.

[Français]

M. Ouellet: Monsieur le Président, est-ce que le ministre des Transports peut confirmer que le premier ministre veut amener ses avions *Hercules* dans sa circonscription et que c'est la raison pour laquelle il veut dépenser dans un petit aéroport de Manicouagan, en appareils et en équipements sophistiqués, plus que dans tous les aéroports qui ont actuellement 10, 15 ou 20 fois plus de volume par rapport à l'équipement, au Québec, que ce petit aéroport?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je trouve répugnant que le député d'en face cherche à politiser toutes les bonnes choses que nous cherchons à faire pour les Québécois. Ce n'est pas la seule mesure que nous ayons prises pour améliorer des installations aéroportuaires au Canada. Je le répète, nous cherchons à rattraper des années et des années de négligence de la part du gouvernement libéral précédent.

Des voix: Bravo!

* * *

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LES EXPORTATIONS DE SOUFRE DE PETRO-CANADA

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, c'est au vice-premier ministre que je m'adresse. Pour faire suite à la déclaration d'hier relative aux sanctions économiques limitées que le Canada va prendre contre l'Afrique du Sud, et puisque le Canada fournit à ce pays 100 p. 100 de ses approvisionnements de soufre, le vice-premier ministre, ou l'un de ses collègues du Cabinet, pourrait-il donner l'ordre à Petro-Canada, la société pétrolière étatisée, de cesser immédiatement ses exportations ou ses ventes de soufre à l'Afrique du Sud?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): C'est certes l'une des options économiques dont le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a parlé hier, et qui cadre parfaitement avec les réponses que j'ai données à d'autres questions aujourd'hui.

L'ACHAT D'AVIONS PAR WARDAIR

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Puisque le

gouvernement a demandé au secteur privé d'imposer volontairement des sanctions, prendra-t-il des mesures pour empêcher Wardair d'acheter des avions de l'Afrique du Sud et de laisser ses équipages suivre des cours dans ce pays?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Il s'agit d'un marché conclu directement entre Wardair et *South African Airways*. On m'informe que le marché porte sur la location de matériel et non sur le transport aérien des marchandises ou des voyageurs entre l'Afrique du Sud et le Canada. C'est ce que le Canada s'est engagé à empêcher. Nous n'avons pas interdit l'importation de produits comme les avions pour l'instant.

* * *

LES DROITS DES AUTOCHTONES

LE TRAITÉ 8—L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Je voudrais savoir s'il est au courant du rapport rédigé pour son collègue, le député de Prince George—Peace River, qui est maintenant ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Il s'agit d'un rapport sur la rénovation du Traité 8. Le vice-premier ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement accorde assez d'importance à ce rapport pour s'en servir pour élaborer sa politique relativement à l'autonomie gouvernementale des autochtones?

● (1140)

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député reconnaît que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a fait beaucoup pour essayer de trouver les solutions susceptibles d'aider le Canada à résoudre les problèmes qui accablent les autochtones. Il a présenté un rapport et tout ce que je peux dire au député aujourd'hui, c'est que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien compte sur les conseils non seulement du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, mais aussi des autres députés pour résoudre ces problèmes. Je dois dire que, pour régler cette question, le ministre aura besoin des conseils non seulement des députés, mais aussi de l'ensemble des Canadiens.

M. Penner: Cette réponse est un peu vague.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Le ministre peut-il dire de façon plus précise si le gouvernement pense toujours que, comme le premier ministre l'avait dit le 2 avril 1985 lors de la Conférence des premiers ministres: «Ce processus de rénovation devrait nous guider pour élaborer des rapports positifs et constructifs avec d'autres collectivités autochtones». Est-ce encore l'avis du gouvernement?